

Juste Terre!

n°191 - JUIN 2022

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Guerre, souveraineté alimentaire, climat, énergie ... tout est lié. Entraide et Fraternité continue sa mobilisation pour une transition écologique sur plusieurs fronts. Des textes d'analyse permettent d'avoir des clés de compréhension pour appréhender les différentes crises que nous vivons. Des écoles et des communautés chrétiennes passent à l'action, accompagnées par nos équipes. Et enfin, des mobilisations sont menées contre le Traité sur la Charte de l'Énergie pour protester contre le caractère préhistorique du Traité protégeant des énergies fossiles.



Édito

D'un côté, des entreprises de l'agro-alimentaire et de l'énergie qui ont engrangé des profits records l'année passée.

De l'autre, des centaines de millions de personnes qui pourraient basculer dans la pauvreté cette année suite à la hausse vertigineuse des prix des biens de première nécessité dont l'alimentation et l'énergie.

D'un côté, des « solutions » qui prônent le toujours plus de croissance, de consommation, de libre-échange et de non-régulation.

De l'autre, des pistes d'actions innovantes dans de nombreux endroits de la planète, y compris en Belgique pour plus de liens.

Allons-nous laisser les acteurs du capitalisme débridé – lobbies des énergies fossiles, de l'agro-industrie, de la finance... et leurs alliés politiques réunis fin mai, à

Davos, lors du forum économique mondial - utiliser la « stratégie du choc »¹ pour imposer à chaque crise de nouvelles avancées néolibérales et écocidares... ?

Où allons-nous écouter et prendre en compte la voix du vivant portée par les paysans et paysannes d'ici et d'ailleurs, par les scientifiques, par les organisations de la société civile expertes dans les secteurs de l'agroécologie, de la justice climatique, des droits humains, de notre milieu de vie... ? Ces voix qui nous disent que **l'urgence, c'est de penser à long terme et de ne pas reporter sans cesse des décisions nécessaires** qui, à mesure que le temps passe, seront plus difficiles à prendre et à vivre...

Avec de nombreux citoyennes et citoyens, nous, nous avons choisi !

■ Valérie Martin

Directrice de la communication

1 <https://www.babelio.com/livres/Klein-La-strategie-du-choc—La-montee-dun-capitalisme-/67502>

Covid, Ukraine, climat... : un système agro-alimentaire à réinventer

2020 : la pandémie paralyse l'économie mondiale. 2022 : l'invasion de l'Ukraine par la Russie provoque un séisme énergétique et alimentaire qui touche toute la planète. Comment une guerre en Europe affecte-t-elle les populations africaines, haïtiennes ou latino-américaines ? Quelles leçons pouvons-nous, devons-nous, tirer de ce nouveau signal d'alarme qui met en lumière les failles et les dangers de la mondialisation néolibérale ? Cette analyse met notamment en avant le témoignage d'organisations de la société civile des pays appauvris.

Après le Covid, la guerre en Ukraine met une nouvelle fois en question notre système alimentaire mondial. Le système actuel nous rend excessivement dépendants des aléas climatiques, sanitaires ou géostratégiques. Nous, pays enrichis, mais aussi les pays appauvris, plus vulnérables à ces divers chocs en raison de la pauvreté qui y règne déjà et de leur position de faiblesse sur l'échiquier international.

La Russie et l'Ukraine représentent 30 % des exportations de blé dans le monde¹. Les sanctions commerciales prises contre la Russie s'ajoutent à l'incertitude quant à la production en Ukraine qui est aussi grande exportatrice d'huile de tournesol et d'engrais azotés pour l'agriculture. **L'insécurité fait gonfler les prix sur le marché des matières premières et la spéculation fait le reste** : les prix explosent.

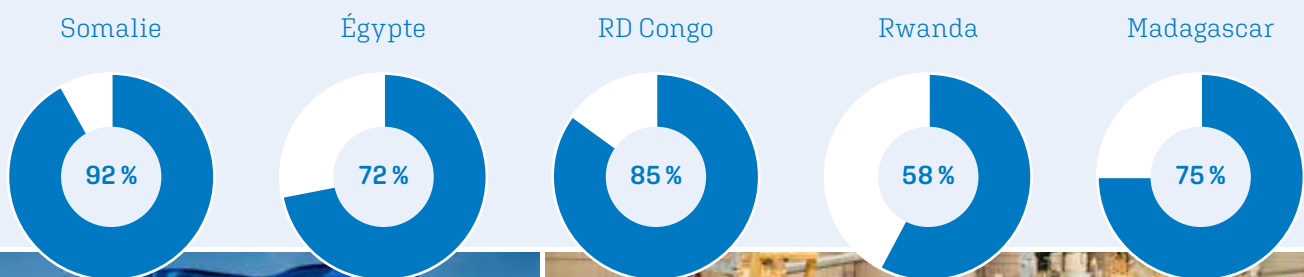
Céréales, carburant, engrais azotés : ces trois produits affectés en même temps - et en chaîne - constituent un cocktail dangereux alors que de nombreux pays sont dépendants des importations pour assurer la sécurité alimentaire de leur population. Chez nous, l'explosion des prix de l'énergie touche durement beaucoup de ménages. Dans les pays appauvris aussi, l'augmentation des prix se fait sentir et fait craindre le pire.

Une guerre lointaine, vraiment ?

Certains pays africains sont très largement dépendants de la Russie pour leur approvisionnement en blé (voir infographie ci-dessous).

Même si la RD Congo et le Rwanda sont loin de l'Ukraine, ces pays n'échappent donc pas à l'envolée des prix des

Pourcentage de blé ukrainien et russe dans les importations de blé de quelques pays africains²



1 <https://www.lalibre.be/economie/placements/2022/03/31/deux-grandes-crisis-mais-rien-na-change-ces-investisseurs-qui-engrangent-des-benefices-record-en-speculant-sur-les-matieres-premieres-XKAALSABAG5HPBJWJJCXJO4IFJM/>

2 Source : Note d'information *L'importance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie pour les marchés agricoles mondiaux et les risques associés au conflit actuel*, FAO, 2022, p.10. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-43cg>



Recourir à des produits locaux pour remplacer le blé manquant.

céréales et de l'énergie, ce qui affecte leur niveau de vie, déjà très bas pour une majorité de la population.

Au Sud aussi, les prix explosent

En RD Congo³, « la guerre en Ukraine aggrave la situation qui était déjà calamiteuse par rapport à l'insécurité alimentaire aiguë dans laquelle est plongé plus d'un quart de la population, constate Ephraïm Ziribanchi Kivayaga, directeur du Centre de promotion rurale, à Idjwi. **On observe sur le marché une hausse vertigineuse des produits de première nécessité** et, principalement, des denrées alimentaires comme la farine de froment, l'huile végétale, le riz, le sucre, la semoule... Les prix de ces produits ont presque doublé au courant du mois de mars passé, de même que les prix des carburants. On observe par endroits la pénurie du carburant occasionnant des files d'attente à la pompe. »

« La République démocratique du Congo est largement dépendante de l'extérieur pour l'approvisionnement en denrées alimentaires, souligne Sylvain-Dominique Akilimali, coordonnateur de l'association Change, en RD Congo. En effet, les pays auprès desquels les populations congolaises importent des produits alimentaires préfèrent garder leurs stocks suite à la crise qui sévit dans le monde et l'instabilité sur le marché mondial. (...) Les prix de tous les produits alimentaires sont à la hausse. Par exemple, un sac de riz de 25 kg est passé de 16,5 \$US à 25,5 \$US, un bidon d'huile végétale de 20 litres est passé de 23 \$US à 47,5 \$US, 1 kg de sucre est passé de 0,75 \$US à 1,63 \$US... »

Au Rwanda voisin, François Munyentwari, directeur d'ACCORD Rwanda, explique : « Nos agriculteurs sont directement affectés par la pénurie et l'augmentation du prix des intrants et, par conséquent, le consommateur des produits à base de farine va payer plus ou se résigner à consommer moins. »

Faut-il une marche-arrière écologique ?

Face à cette crise alimentaire qui s'annonce et rappelle, par son ampleur attendue, celle de 2007-2008, différentes réponses apparaissent.

Les lobbies de l'agro-business, y compris les producteurs d'intrants chimiques et la FNSEA - la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles en France - ainsi que le COPA-GOGECA⁴ ont demandé à la Commission européenne de faire marche-arrière sur les objectifs européens de réduction de l'utilisation des pesticides et de lutte contre le changement climatique dans le secteur de l'agriculture. Ce faisant, ils entendent donc renforcer encore le système qui contribue au réchauffement climatique mais aussi la dépendance par rapport aux importations et aux marchés financiers qui spéculent sur l'alimentation.

La FDSEA⁵ du Finistère avance ses pions sur les intrants : « Par exemple, sur les engrais et les produits phytosanitaires, il est nécessaire de les utiliser pour pouvoir produire et compenser la perte du grenier à blé de l'Europe. Demain, ils seront encore plus nécessaires. »

3 Les témoignages cités dans cette analyse ont été recueillis en mars et avril 2022.

4 COPA : Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne. COGECA : Confédération générale des coopératives agricoles.

5 Les FDSEA sont les sections départementales de la FNSEA.

Produire plus de céréales en Europe pour éviter la pénurie? « *La planète ne manque pas de nourriture* » rappelle François Grenade, chargé de plaidoyer chez Îles de Paix⁶. *Le problème lié à la sécurité alimentaire aujourd'hui - qui renforce une crise d'accessibilité - est utilisé pour pousser l'agenda productiviste.* »

Pour les lobbies de l'agro-industrie, alors que la crise climatique, le Covid et la guerre en Ukraine ne cessent de mettre en lumière l'impasse que représente leur modèle agricole⁷, il faudrait encore renforcer ce dernier, donc augmenter notre dépendance aux énergies fossiles et la destruction de nos écosystèmes. Et leur travail d'influence porte ses fruits : le président du groupe des eurodéputés du PPE⁸ a lui-même pris la plume pour demander à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de « *reporter les initiatives législatives concernant la régénération de la nature, les produits de protection des plantes et le devoir de vigilance, entre autres (...)* »⁹

Sont directement visés ici trois chantiers importants : le *Green Deal* européen et sa stratégie *Farm to Fork* (« De la ferme à la fourchette »), la future directive sur l'utilisation durable des pesticides (directive SUD) et les efforts pour obtenir une directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises quant au respect des droits humains et de la nature sur toute leur chaîne de production.

Impasse et pistes d'avenir

La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine montrent pourtant clairement l'impasse dans laquelle se trouve le système agro-alimentaire mondial, trop dépendant des importations et exportations ainsi que des énergies fossiles. En ce qui concerne les pays appauvris et endettés, l'imposition par les bailleurs de fonds de privilégier les cultures industrielles d'exportation entrave la souveraineté et l'autonomie alimentaires. De plus, trop peu respectueux du vivant, le système agricole dominant exploite les humains, épuise les terres, pollue les nappes phréatiques et massacre la biodiversité.

Ces transformations, ces « envies environnementales » et ces « demandes sociales parfois très poussées » que d'aucuns veulent mettre en pause, ce sont justement celles sur lesquelles il convient d'accélérer pour mettre en place une politique alimentaire qui rende les populations - des pays enrichis comme des pays appauvris - plus autonomes et donc moins dépendantes de la conjoncture internationale et des énergies fossiles. Sans oublier l'urgente et indispensable réponse au défi écologique.

Une première piste, qui est déjà en cours de concrétisation en Afrique, est de **recourir à des produits locaux pour remplacer le blé manquant**. Une dynamique qui n'a pas attendu la guerre en Ukraine, comme au Rwanda où, selon François Munyentwari (directeur



L'agroécologie ne dépend pas d'énergies fossiles et produit une alimentation locale.

6 Exposé lors d'une session d'information à destination des employés d'Entraide et Fraternité, le 21 avril 2022, avec la participation de Patient Bagenda (CAB, RD Congo) et de Yannick Quéau (directeur du GRIP)

7 François Grenade (cf. note 12) : « *En Europe, le rendement des céréales plafonne et ce n'est pas lié aux mises en jachère : sont en cause le changement climatique, la disparition des pollinisateurs et la dégradation des sols.* »

8 Parti populaire européen

9 <https://twitter.com/JuliaWegerer/status/1506177398764675075>

d'ACORD Rwanda, partenaire d'Entraide et Fraternité), « des entreprises locales avaient commencé à exploiter le potentiel de la patate douce pour fabriquer des biscuits et du pain, entre autres produits, qui complète la farine de blé en boulangerie. »

L'agroécologie, qui ne dépend pas des énergies fossiles et produit une alimentation locale tout en régénérant les sols, est bien entendu une réponse des plus pertinentes aux défis actuels. Mais **les moyens manquent pour étendre, voire généraliser, la transition agroécologique**¹⁰ : « Les organisations comme ACORD Rwanda n'ont pas assez de ressources pour accompagner les paysans dans la mise en place de systèmes gérés par les paysans et paysannes, estime François Munyentwari. **Nous devons poursuivre ce débat et le porter au niveau national**, ensemble avec les organisations d'appui aux initiatives de base, plaider pour des politiques et des programmes favorables à l'investissement dans la promotion de systèmes de production et de consommation résilientes et durables. Il est plus que temps de focaliser les investissements publics sur la capacité des populations à assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires. » « **Pourquoi ne pas envisager dans l'avenir que le continent africain pourra s'autosuffire en céréales** et qu'il sera possible d'importer de la région et du continent ? » s'interroge encore le directeur d'ACCORD Rwanda.

Même constat en RD Congo : « D'après les anciennes et récentes expériences, il est rare que les mesures de gestion de conjonctures économiques prises par le gouvernement congolais aboutissent, constate Sylvain-Dominique Akilimali, directeur de l'association Change. Le gouvernement n'a mis en place aucune politique en matière agricole pour relever la production alimentaire, développer la souveraineté alimentaire et réduire l'insécurité alimentaire. En RD Congo, le budget alloué à l'agriculture représente un pourcentage très faible. »¹¹

Depuis la Belgique, nous pouvons contribuer à cette souveraineté alimentaire en demandant **à l'État belge que l'argent de la coopération au développement finance prioritairement des projets d'agriculture paysanne, locale et écologique plutôt que l'agriculture industrielle**. Actuellement, seuls 16 % des fonds de la Coopération au développement destinées à l'agriculture soutiennent des projets agroécologiques¹².

■ **Isabelle Franck**,
chargée d'analyses et d'études

Cette analyse est disponible sur www.entraide.be/-analyses-



En 2019, seulement 3,5 % du budget congolais était consacré à l'agriculture.

10 Généralisation qui ne pourrait cependant être totale : une partie des produits agricoles, comme les céréales, devront continuer à être produits à grande échelle, pour nourrir les villes – ce qui n'empêche pas de rendre ces cultures plus écologiques. Voir Laurent Delcourt, dans *Un système alimentaire à transformer*, Points de vue du Sud, Alternatives Sud, 4^e trimestre 2021, CETRI, p. 20.

11 « Bien que Kinshasa ait signé l'Accord de Maputo prévoyant que 10% des budgets africains seront consacrés à l'agriculture, au Congo, ce secteur ne s'est vu attribuer que 7,6% du budget en 2017, 1,59% en 2018 et 3,5% en 2019. » Source : <https://afrique.lalibre.be/57123/rdcongo-la-mauvaise-gouvernance-des-finances-publiques-demeure-et-empire/>

12 Voir <https://www.cncd.be/Belgique-priorite-cooperation-developpement-agroecologie>

Sauvons notre Maison commune : un projet pour la transition dans les écoles et les communautés

Entraide et Fraternité accompagne depuis 2021 des communautés et écoles chrétiennes à mettre en place des initiatives de transition écologique et sociale en Wallonie et à Bruxelles.

Lancé en partenariat avec la Commission Justice et Paix-Belgique francophone, cet ambitieux projet veut répondre à l'appel du pape François qui appelle dans son encyclique *Laudato si'* à embrasser une conversion écologique intégrale. Focus sur deux initiatives accompagnées par Entraide et Fraternité à l'abbaye de Leffe et sa fondation Cyrus et au CEFA de Tamines.

Le parcours Sauvons notre Maison commune en six étapes

À l'initiative de Jean-Pol Gallez, coordinateur régional d'Entraide et Fraternité Namur, des contacts se sont noués avec l'abbaye de Leffe et la fondation Cyrus (fondation qui émane de l'abbaye). La transition faisant partie intégrante de leur mission, une collaboration fructueuse afin de la mettre en œuvre a vu le jour. Entraide et Fraternité a lancé son accompagnement à travers le parcours *Sauvons notre Maison commune*, un chemin de réflexion et d'action en six étapes. Chaque étape est co-construite avec l'abbaye et la fondation afin de répondre au mieux à leurs attentes. À noter que la référente écologie intégrale de l'évêché de Namur, Hélène Lathuraz, nous a rejoints pour ce projet.

Afin de se doter d'une énergie positive, la première étape consiste à rêver son avenir. Nous avons donc répondu à la question : « Comment j'imagine l'abbaye et la fondation dans dix ans ? » Les moines, les travailleurs et les travailleuses ont pu laisser libre cours à leur imagination et construire ensemble leur utopie.

Lors de la deuxième étape, nous avons pris le temps de réfléchir au lien qui nous unit à la nature en nous promenant et en réalisant des séances de méditation. Une étape essentielle pour comprendre l'interconnexion qui lie l'homme à la nature.

« En présentant la terre comme un sujet qui souffre, le pape François fait prendre conscience que la situation de notre planète est la conséquence d'un paradigme culturel dominé par l'économie et la technique qui ferme les yeux sur les dégâts qu'il occasionne. Cela signifie aussi que nous ne sortirons pas de la crise sans l'instauration d'un nouveau rapport avec la terre. »

Dominique Grenier,
Une lecture de l'encyclique Laudato si'

La troisième étape concerne la lucidité sur l'état de la société, de la planète. Une étape difficile où la prise de conscience de la situation dramatique et urgente que nous connaissons peut susciter des émotions et des réactions fortes.

Lors de notre quatrième rencontre, nous sommes partis à la découverte des initiatives de transition de la ville de Liège. Avec l'expertise et l'énergie de Jean-Yves Buron (Entraide et Fraternité Liège), nous avons visité



À la découverte d'initiatives de transition dans la cité ardente



1 cairn.info/revue-transversalites-4-2016-page25-.htm



« Poubelle la vie » : le projet des élèves et de la direction du CEFA de Tamines

de nombreux projets liés à la transition écologique et la justice sociale au cœur de la cité ardente.

Depuis maintenant plusieurs mois, nous avons rêvé, réfléchi, contemplé et découvert. Il est temps de rendre toutes ces démarches concrètes. Ce sera l'objectif ambitieux de notre cinquième étape. En juin 2022, nous tenterons d'élaborer une liste de projets à mettre en action au sein de l'abbaye et de la fondation. Suite au prochain épisode !

Initiatives de transition ?

Traditionnellement, quand on parle d'initiatives de transition, on pense directement à des jardins potagers ou au tri des déchets. Mais il y a beaucoup d'autres initiatives possibles au sein de sa communauté chrétienne ou de son école : énergie et habitat (exemples : récupération des eaux de pluie, panneaux solaires, isolation, etc.), finance (exemples : bascule de la banque vers la banque éthique), monnaie locale, etc.

Le CEFA de Tamines repense son école en transition

En septembre 2021, le pôle Jeunes d'Entraide et Fraternité a lancé deux dynamiques avec l'école d'enseignement en alternance de Tamines (CEFA). La première est un accompagnement de la direction et de l'équipe professorale afin de repenser leur « école en transition ». Nous avons imaginé ensemble leur établissement dans dix ans. La deuxième est un module d'animation *Voyage au bout de la transition*, composé de plusieurs étapes, pour sensibiliser les élèves à différentes thématiques : alimentation, justice sociale, relations Nord-Sud, tri des déchets, énergie, etc.

Les deux dynamiques ont abouti à un projet commun : le tri des déchets. Le département soudure s'est lancé dans la création de poubelles spécialement conçues pour le tri des déchets. La section auxiliaire de vente a mis en place une stratégie de communication afin de faire vivre ce projet dans tout l'établissement. De cette initiative sont nées deux affiches de sensibilisation : l'une sur l'impact de la pollution des déchets sur notre environnement et l'autre sur « comment bien trier ces

déchets ? » Une vidéo a également été créée et publiée sur les réseaux sociaux afin de faire connaître le projet à tout l'établissement. Les élèves ont appelé leur projet « Poubelle la vie ».

L'inauguration de ce projet doit avoir lieu à la fin du mois de mai. Ce sera l'occasion à la fois pour les élèves, la direction et les professeurs de mettre en avant leurs différentes réalisations et de célébrer leur réussite !

Envie de se mobiliser avec Entraide et Fraternité ?

Contactez Benoit Schoemaeker, coordinateur du projet *Sauvons notre Maison commune* : 0493 51 86 02
benoit.schoemaeker@entraide.be

Des outils pour se mobiliser

Entraide et Fraternité a élaboré plusieurs guides pouvant être utilisés de manière autonome et qui permettent de se lancer dans la transition écologique et sociale.

- ① Le guide *Éco-diagnostic* : à destination des communautés et écoles catholiques pour réaliser un bilan de leurs pratiques dans 11 domaines (électricité, mobilité, investissement, eau, chauffage...)
- ② Le guide *Mon école en transition* : outils et exemples d'initiatives de transition à mettre en place
- ③ Le manuel *Notre Maison Commune. Quelle terre pour demain ?* : parcours pour les communautés catholiques, comportant six étapes du rêve à l'action pour une écologie intégrale
- ④ La vidéo *Mon école en transition* sur entraide.be/ecole-en-transition
- ⑤ La vidéo *Ma communauté chrétienne en transition* sur entraide.be/communaute-en-transition



■ **Benoit Schoemaeker**,
responsable du projet
Sauvons notre Maison commune



Appel aux leaders européens pour sortir du Traité sur la Charte de l'Énergie

Mobilisation contre le Traité sur la Charte de l'Énergie

Face à l'impasse de la réforme du Traité sur la Charte de l'Énergie, la société civile belge, dont Entraide et Fraternité, s'est mobilisée ce 17 mai au rond-point Schuman pour convaincre la Commission européenne et la Belgique de la nécessité de sortir de ce traité.

Le moment est important car, du 16 au 20 mai, a lieu le dernier cycle de négociations sur la modernisation du Traité sur la Charte de l'Énergie (TCE).

Ce Traité est un accord de commerce qui fait à la fois obstacle aux engagements climatiques pris par nos États mais aussi aux politiques de lutte contre la précarité énergétique. Le TCE peut, par exemple, être invoqué contre les États qui prendraient des décisions d'intérêt commun en réglementant les prix du gaz et de

l'électricité ou en taxant les surprofits accumulés par les producteurs d'énergie. Il permet aux multinationales de porter plainte contre les États si leurs profits espérés sont impactés par des politiques climatique et sociale. Les États sont alors obligés de payer des compensations avec l'argent des citoyen·nes !

Le 2 septembre, la Cour de Justice européenne a jugé incompatible avec le droit européen cette possibilité pour les entreprises de porter plainte contre les États devant les tribunaux d'arbitrage privés. **Le 24 mars, tous les groupes politiques siégeant au Parlement européen ont demandé à la Commission européenne de préparer la sortie du TCE.**

Malgré cela, **la Commission européenne et le gouvernement belge sont toujours contre la sortie du TCE.**



© Lode Sardane

Les militants et militantes ont dénoncé le caractère préhistorique du Traité protégeant les énergies fossiles.



© Lode Sardane

Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Action Vivre Ensemble asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | info@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination Q. Minsier, V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de



Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.